

Relations avec les médias :

Maeve Hannigan

Téléphone : 416 643-4058

Cellulaire : 416 564-1540

Courriel : Maeve.Hannigan@blackrock.com

Communiqué**Pour publication immédiate****Édition 2015 du sondage mondial Le pouls des investisseurs de BlackRock:**

**L'épargne-retraite est une priorité importante pour les Canadiens,
mais leurs attitudes et leurs comportements devront changer.**

***Les investisseurs ont des attentes élevées à l'égard de leur revenu de retraite,
mais ils n'ont pas les connaissances requises en matière de retraite pour réaliser leurs objectifs.***

Toronto, le 27 octobre 2015 – Selon les résultats de la dernière édition du sondage mondial Le pouls des investisseurs de BlackRock, Inc. (Bourse de New York : BLK), plus de quatre Canadiens sur dix affirment qu'épargner pour la retraite est une priorité financière importante, mais la plupart ajoutent qu'ils n'ont pas les connaissances ou le plan requis pour les aider à réaliser leurs objectifs de retraite.

Le sondage mondial Le pouls des investisseurs de BlackRock, auquel plus de 31 000 participants ont pris part dans 20 pays, dont 2 000 au Canada, révèle également qu'un peu plus de la moitié (55 %) des Canadiens ont confiance en leur capacité à réaliser leurs objectifs de retraite. Cela dit, la plupart des répondants ont également admis que leurs objectifs d'épargne ne sont pas clairement définis et qu'ils ne savent pas comment les réaliser. C'est peut-être cette incertitude qui pousse les Canadiens à continuer de détenir une quantité importante de liquidités et d'hésiter à investir dans des actions et d'autres éléments d'actif. Qui plus est, parmi ceux qui ont commencé à épargner en vue de la retraite, un très grand nombre n'ont pas réussi à se constituer le capital dont ils auront besoin pour atteindre leurs objectifs de revenu de retraite.

« La retraite figure parmi les questions de l'heure à l'échelle mondiale, et notre sondage le démontre clairement, avance M. Chip Castille, stratège en chef de la retraite chez BlackRock. Alors que les sources de revenu de retraite traditionnelles s'épuisent et que l'espérance de vie ne cesse d'augmenter, bien comprendre les lacunes et prendre les mesures requises pour les combler représente à la fois un défi et une occasion. Qu'il s'agisse de commencer tôt à épargner, de participer au régime d'épargne de votre employeur ou tout simplement de connaître le revenu annuel dont vous aurez besoin, le simple fait de commencer est un pas important dans la bonne direction que tous devraient faire. »

Les Canadiens veulent épargner, mais n'ont pas les connaissances requises en matière de retraite.

Les Canadiens comprennent qu'ils doivent absolument épargner pour avoir une belle et longue retraite, et 60 % affirment d'ailleurs qu'ils ont commencé à épargner pour la retraite (52 % chez les 25 à 34 ans). Le sondage Le pouls des investisseurs a cependant révélé de fortes divergences entre les attentes de revenu de retraite et les habitudes d'épargne. Les répondants ont indiqué qu'ils s'attendent en moyenne à un revenu annuel de 46 900 \$, pendant 25 ans. Toutefois, ceux qui ont commencé à épargner ont accumulé en moyenne 71 000 \$ pour la retraite, ce qui veut dire qu'ils pourront tenir le coup pendant à peine 18 mois. Même parmi les préretraités de 55 à 64 ans, dont les attentes de revenu sont inférieures (39 100 \$), le

sondage révèle que le capital-retraite moyen s'élève à seulement 125 000 \$, somme qui sera épuisée au bout d'environ trois ans. Même si l'on tient compte de la capitalisation, il est très improbable que l'épargne actuelle des Canadiens puisse croître suffisamment pour leur assurer un capital-retraite à la hauteur de leurs objectifs.

La bonne nouvelle est qu'ils sont résolus à épargner. En matière de régimes d'épargne et de retraite, 47 % cotisent à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et 42 % cotisent à un compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Le sondage a toutefois révélé que les Canadiens présentaient de grosses lacunes au chapitre de la formulation d'objectifs de retraite et de la planification de la retraite. Seulement 40 % des répondants ont affirmé être très bien ou quelque peu renseignés quant au revenu dont ils auront besoin pour la retraite. Seulement deux répondants sur cinq ont une idée ou une vague idée de la somme qu'ils doivent épargner pour la retraite, et un répondant sur trois ne sait pas précisément ou pas du tout combien il a épargné pour la retraite. Même si l'utilisation des instruments de placement à l'abri de l'impôt est assez répandue, moins de la moitié des Canadiens (45 %) connaissent les avantages fiscaux de l'épargne-retraite. Plus de la moitié (52 %) de ceux qui disposent d'un régime de retraite au travail ne connaissent pas le montant de leur cotisation maximale, et seulement un tiers d'entre eux y cotisent au maximum.

Le sondage révèle également que très peu de Canadiens savent comment s'y prendre pour atteindre leurs objectifs de retraite. En effet, moins d'un répondant sur dix a indiqué qu'il était très bien renseigné au sujet des options de placement qu'il devait envisager pour maximiser son capital-retraite, alors que seulement 36 % étaient quelque peu renseignés. En revanche, près d'un Canadien sur quatre a indiqué qu'il ne savait pas quelles options de placement s'offraient à lui.

« Il existe un déficit de connaissances sur la planification de la retraite et les objectifs financiers, mais poser certains gestes simples – comme s'informer des options qui nous sont offertes et déterminer ce qui nous convient le mieux – peut faire toute la différence, affirme M^{me} Karrie Van Belle, directrice générale chez BlackRock Canada¹. Pour planifier votre retraite, vous devez d'abord prendre en main votre avenir financier. En d'autres mots, vous devez faire ce qu'il faut pour parfaire vos connaissances en matière de retraite. »

Liquidités et prudence

Selon le sondage, deux tiers des Canadiens croient que la répartition de leur actif est appropriée suivant leurs besoins à la retraite. Toutefois, le sondage révèle de nouveau que les Canadiens continuent de détenir beaucoup trop de placements liquides² pour être en mesure de réaliser leurs objectifs de placement compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt et de l'effet de l'inflation. Alors que les répondants estiment qu'ils devraient détenir 30 % de leur épargne et de leurs placements en liquidités, ils détiennent dans les faits 60 % de leur portefeuille sous forme de liquidités, et près de la moitié (45 %) ont précisé qu'ils augmenteraient leurs placements liquides ou ajouteraient de l'argent dans leur compte d'épargne au cours de la prochaine année.

Lorsqu'on leur demande pourquoi ils détiennent autant de liquidités, plusieurs affirment que c'est parce qu'elles sont facilement accessibles (46 %) et pratiques (33 %). Un quart des répondants détiennent des liquidités pour ne pas perdre d'argent, même si le pouvoir d'achat des liquidités s'érode au fil du temps à cause de l'inflation, et un répondant sur dix indique qu'il détient des liquidités parce qu'il ne connaît pas d'autres options de placement.

Outre les liquidités (qui représentent 60 % de leur portefeuille), les investisseurs canadiens détiennent également 19 % d'actions, 7 % d'obligations, 4 % de placements immobiliers et 3 % de placements non traditionnels. Enfin, 7 % de leur portefeuille est composé d'« autres » placements.

¹BlackRock Asset Management Canada Limited.

²Les placements liquides s'entendent de toutes les liquidités, y compris les dépôts en espèces, les soldes des comptes d'épargne, les CPG et les titres du marché monétaire.

Qu'est-ce qui les empêche d'investir à l'étranger?

La prudence des Canadiens face aux placements s'accompagne de diverses craintes au sujet de leur avenir financier. De fait, seulement un peu plus de la moitié des Canadiens entendent leur avenir financier d'un bon œil. L'optimisme demeure donc au même niveau qu'il l'était selon les résultats du sondage de l'an dernier, mais le degré de confiance des Canadiens moins fortunés a baissé de façon marquée. Si 73 % des Canadiens aisés (ceux dont la valeur de l'actif et des placements est d'au moins 150 000 \$) sont optimistes face à leur avenir financier, seulement 43 % des Canadiens moins fortunés le sont, une baisse de près de 50 % par rapport au niveau d'il y a deux ans.

Qu'est-ce qui explique cette inquiétude? Le deux tiers des répondants précisent que le coût de la vie élevé est ce qui menace le plus leur sécurité financière, près de la moitié (46 %) indiquent que c'est l'état de l'économie canadienne, tandis que la hausse éventuelle des impôts et l'inflation inquiètent beaucoup 43 % des répondants. Cela dit, les répondants indiquent qu'ils détiennent en moyenne 75 % de leurs placements au Canada, ce qui constitue un biais national très marqué compte tenu du climat d'incertitude qui entoure l'économie canadienne.

Selon les résultats du sondage, si les Canadiens détiennent autant de liquidités, c'est qu'ils sont très sceptiques face aux marchés boursiers et qu'ils redoutent les risques liés aux placements. Moins de la moitié (44 %) des Canadiens sont d'accord avec l'énoncé « Les placements conviennent aux gens comme moi. », et ils sont aussi nombreux à dire qu'ils n'ont pas d'objection à prendre leurs propres décisions de placement. En revanche, seulement un Canadien sur trois (35 %) affirme connaître les placements, et un peu plus de la moitié (51 %) croient qu'investir c'est comme parier.

« À la lumière des résultats du sondage, l'industrie des placements – et les placements en général – n'ont pas la cote auprès des Canadiens, poursuit M^{me} Van Belle. Ce n'est peut-être pas très surprenant compte tenu de la volatilité récente des marchés, mais un nouvel engagement envers la littératie financière et les connaissances en matière de placements s'impose clairement, et non seulement pour améliorer la confiance des Canadiens face aux marchés, mais aussi pour les aider à comprendre que d'autres choix s'offrent eux. »

Les conseils transactionnels nuisent à la planification à long terme.

L'attitude des Canadiens face aux avantages de la planification financière contribue peut-être également à creuser le fossé qui sépare les attentes et les comportements en matière de retraite. Plus de la moitié des répondants (51 %) disent être plus soucieux de leurs besoins à court terme que de leurs objectifs à long terme (de plus de 10 ans). En outre, plus du tiers des Canadiens interrogés disent qu'ils ne prennent pas la planification financière au sérieux.

Cette vision à court terme se reflète dans la façon dont les Canadiens interagissent avec leur conseiller financier et, plus souvent, dans la façon dont ils n'interagissent pas avec celui-ci. Les résultats du sondage portent à croire que les Canadiens voient souvent les conseils financiers comme étant « transactionnels » et à court terme, et qu'ils ne s'inscrivent pas dans une démarche visant à planifier à plus long terme ou à prendre l'habitude de demander des conseils avisés quand ils en ont besoin le plus.

Même si 38 % des répondants affirment qu'ils consultent actuellement un conseiller financier et si 21 % ont déjà eu recours à un conseiller financier par le passé, rares sont ceux qui pensent qu'ils doivent consulter un conseiller financier pour la planification de leurs objectifs à long terme ou pour faire face aux événements marquants de la vie. Par exemple, seulement 30 % des répondants ont indiqué qu'ils auraient recours à un conseiller s'ils recevaient un héritage, et 16 % seulement ont affirmé qu'ils consulteront un conseiller lorsqu'ils prendront leur retraite. Moins d'un Canadien sur cinq consulterait un conseiller s'il achetait un immeuble de placement (18 %), s'il lançait une entreprise (17 %) ou s'il achetait une maison (14 %). De plus, moins d'un Canadien sur dix consulterait un conseiller s'il divorçait (8 %), s'il fondait une famille (6 %) ou s'il terminait des études universitaires (2 %).

Ceux qui font actuellement appel à un conseiller ont indiqué qu'ils consultent souvent un conseiller d'une succursale bancaire (43 %), un conseiller d'une société de courtage de plein exercice liée à une grande

banque (19 %) et un conseiller d'une société indépendante (16 %). Si la satisfaction des investisseurs à l'égard de leur conseiller est élevée, elle augmente chez ceux qui ont recours à un conseiller d'une société de courtage de plein exercice, car 63 % de ceux-ci ont indiqué qu'ils étaient très satisfaits, contre 46 % de ceux qui ont recours à un conseiller d'une succursale bancaire. De plus, les conseillers en placements indépendants se sont distingués sur le plan de la satisfaction, car 67 % de leurs clients sont très satisfaits de leurs services. Cela dit, moins de Canadiens (7 %) font appel à eux.

Un meilleur accès grâce à la technologie.

Évidemment, il existe une multitude de façons d'obtenir des conseils financiers, et le sondage Le pouls des investisseurs révèle une tendance chez les Canadiens, particulièrement chez les plus jeunes, à vouloir délaisser les conseils financiers traditionnels au profit des nouveaux modèles. Par exemple, plus de la moitié (59 %) des répondants indiquent qu'ils ont recours à des sources en ligne pour prendre des décisions de placements en matière d'épargne et de placements. Les répondants plus jeunes – de 25 à 34 ans – sont encore plus susceptibles d'opter pour des conseils en ligne, alors que 73 % d'entre eux indiquent qu'ils ont recours à des sources en ligne lorsqu'ils prennent des décisions de placement. Le site Web des banques (43 %) et les moteurs de recherche sont les sources les plus consultées par les moins de 35 ans à la recherche de conseils financiers. La principale raison citée pour expliquer le recours à Internet est la commodité.

En revanche, de nombreux répondants ont également indiqué qu'ils préféreraient traiter avec une personne, et même ceux qui ont recours aux plateformes numériques et aux sources d'information en ligne affirment qu'ils veulent un certain niveau de personnalisation dans tout le processus (44 %).

« Les bons conseils peuvent et doivent être donnés de diverses façons, et les Canadiens nous disent qu'ils apprécient le côté pratique des ressources en ligne, note M^{me} Van Belle. Toutefois, peu importe la plateforme, ils exigent également que l'information qui leur est fournie soit pertinente. La croissance des conseils non traditionnels constitue donc une belle occasion, tant pour l'industrie des placements que pour les investisseurs. »

Pour plus d'information, visitez le site **blackrockinvestorpulse.ca**.

À propos de BlackRock

La société BlackRock est un leader mondial en matière de gestion de placements, de gestion de risques et de services consultatifs, et sa clientèle se compose de clients institutionnels et de particuliers. Au 30 septembre 2015, son actif sous gestion s'élevait à 4,506 billions de dollars. BlackRock aide ses clients partout au monde à réaliser leurs objectifs et à relever les défis auxquels ils sont confrontés à l'aide d'une gamme de produits variés, dont des comptes distincts, des fonds communs de placement, les fonds iShares^{MD} (fonds négociés en Bourse) et d'autres instruments de placement en gestion commune. Au moyen de BlackRock Solutions®, la société offre également des services de gestion du risque, de conseil stratégique et de système d'investissement à une variété d'investisseurs institutionnels. BlackRock comptait le 30 septembre 2015 quelque 12 900 employés dans plus de 30 pays, et elle occupe une place importante sur les principaux marchés internationaux, dont l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, l'Europe, l'Asie, l'Australie, le Moyen-Orient et l'Afrique. Pour de plus amples renseignements sur BlackRock, veuillez visiter son site Web, à l'adresse www.blackrock.com/ca. Vous pouvez également suivre BlackRock sur Twitter (@BlackRockCA) et lire son blogue (en anglais), à l'adresse www.blackrockblog.com/can.

À propos du sondage

Le sondage Le pouls des investisseurs, l'une des plus importantes études jamais réalisées à l'échelle mondiale, a été mené par BlackRock auprès de **31 100** répondants, dans **20** pays, soit les États-Unis et le Canada, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni en Europe, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Mexique en Amérique latine, ainsi que la Chine, Hong Kong, l'Inde, le Japon, Singapour et Taiwan en Asie. Au Canada, 2 000 répondants ont été interrogés. Le sondage a été réalisé durant les mois de juillet et août 2015, en partenariat avec le cabinet d'études indépendant Cicero Group. Les marges d'erreur de l'échantillon mondial et de l'échantillon canadien sont respectivement de plus ou moins 0,7 % et **2,2 %**.